

**73^{ème} SESSION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**

— 000 —

DEBAT GENERAL

-- 00 --

ALLOCUTION DE S.E.M. IBRAHIM BOUBACAR KEITA.

Président de la République. Chef de l'Etat

NEW YORK, 26 SEPTEMBRE 2018.

Madame la Présidente de l'Assemblée générale,

Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général, Cher ami António Guterres,

Mesdames, Messieurs

Je commence par vous transmettre les salutations les plus cordiales du Peuple du Mali, de Kayes à Kidal et de Sikasso à Taoudéni, en passant, entre autres, par Kona dans la région de Mopti.

Je voudrais ensuite vous adresser, Mme la Présidente, mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de la 73^{ème} session de l'Assemblée générale. Il s'agit là d'un choix qui vous honore. Et, au-delà de votre personne, ce choix honore votre beau pays, l'Equateur, avec lequel le Mali entretient d'excellentes relations. Je tiens à vous assurer de la pleine coopération de la délégation du Mali dans l'accomplissement de votre mission.

Par la même occasion, je voudrais féliciter votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Miroslav LAJČÁK de la Slovaquie, pour les résultats remarquables atteints, lors de la 72^{ème} session.

Permettez-moi également d'adresser ma profonde gratitude au Secrétaire général de notre organisation commune, António GUTERRES, pour son leadership et pour ses nombreuses initiatives visant à renforcer davantage l'efficacité et la crédibilité de l'action des Nations Unies dans le monde.

Avant de poursuivre, je tiens à rendre ici un vibrant hommage à la mémoire de feu Kofi ANNAN, ancien Secrétaire général des Nations Unies, arraché à notre affection, le 18 août dernier. Je garde de lui le souvenir d'un grand diplomate africain, qui a œuvré, toute sa vie durant, pour la promotion de la paix et de la sécurité internationale, du développement et des droits de l'homme dans le monde.

Madame la Présidente,

Le Mali se réjouit de votre décision de placer la présente session sous le thème :
« Faire de l'ONU une organisation pour tous , une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables ».

Assurément, ce thème revêt une importance particulière pour tous les Etats membres de notre Organisation, dont les buts et principes demeurent pertinents, y compris dans le domaine de la prévention et de la gestion des multiples crises auxquelles « NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES », sommes confrontés.

Pour sa part, le Mali salue la contribution immense et multiforme de l'Organisation des Nations-Unies à son processus de stabilisation en cours. C'est le lieu de rendre hommage aux femmes et aux hommes de la MINUSMA, pour leur engagement et leur sacrifice, dans un contexte sécuritaire que je sais complexe et difficile.

Je m'incline pieusement devant la mémoire de toutes les victimes, étrangères et maliennes, tombées sur le champ d'honneur au Mali.

Madame la Présidente,

Nous avons, en tant que dirigeants, la responsabilité collective de faire plus et mieux, afin de rendre *notre* Organisation encore plus pertinente et plus efficace *pour tous*. Pour ce faire, l'ONU a besoin de réformes, gages de sociétés internationales pacifiques, inclusives, équitables et durables. A cet égard, le Mali accueille favorablement les réformes initiées par le Secrétaire général dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité.

Cependant, il nous faut conforter ces initiatives, en acceptant de réformer également certains organes principaux, notamment le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, y compris dans leur composition et leur méthode de travail.

C'est également au prix de ces réformes indispensables que nous serons en mesure, collectivement, de nous hisser à la hauteur des aspirations profondes de nos peuples et de « préserver les générations futures du fléau de la guerre », comme le stipule la Charte des Nations Unies.

Madame la Présidente,

L'année 2018 consacre la poursuite et le renforcement de la marche démocratique et républicaine du Mali et de son peuple vers la paix, la stabilité et le développement, au grand bénéfice de l'ensemble des populations de la région du Sahel, voire au-delà.

En effet, malgré les défis de tous ordres auxquels mon pays est confronté, l'élection du Président de la République a pu se dérouler dans les délais constitutionnels, les 29 juillet et 12 août 2018, dans des conditions saluées par l'ensemble de la communauté internationale.

Le caractère inclusif de l'organisation de ce scrutin, attesté par la participation de tous les acteurs politiques et de la société civile, a permis aux citoyens d'exprimer librement leur choix et de prouver la maturité politique, démocratique et républicaine du peuple malien.

Pour ma part, au sortir de ces élections, j'ai pris la pleine mesure de la confiance que la Nation malienne vient de renouveler à ma personne.

C'est pourquoi, je me suis engagé à restaurer la confiance entre l'Etat et les citoyens, à améliorer davantage la gouvernance du pays. Parallèlement, je travaillerai sans relâche à la mise en œuvre diligente et inclusive de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger qui, je ne cesserai de le rappeler, est la seule alternative pour notre pays de renouer avec la paix et la stabilité, condition sine qua non de tout développement.

Pour atteindre ces objectifs, dans le contexte qui est celui de mon pays, une union sacrée de toutes les forces vives de la nation s'impose.

De même, je réitère mon engagement indéfectible à privilégier le dialogue et la concertation, pour la gestion des affaires publiques.

Madame la Présidente,

Comme vous pouvez le constater, je reste déterminé à faire avancer le processus de paix au Mali, pour sortir mon pays de la plus grave crise de son histoire.

C'est ainsi que, sous mon autorité, le Gouvernement et les autres acteurs maliens ont réalisé, avec l'appui de nos partenaires, des avancées importantes dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

Au nombre de ces avancées majeures, il me plait de souligner l'absence de belligérance et d'affrontements entre les forces armées maliennes et les mouvements armés, depuis la signature de l'Accord en mai/juin 2015.

Aussi, voudrais-je rappeler, pour m'en réjouir, le retour de l'Administration malienne à Kidal et dans les autres régions du Nord du pays. La présence de l'Etat dans ces régions, durement affectées par la crise, a notamment rendu possible l'ouverture des classes au bénéfice des enfants. Elle a également contribué à la fourniture progressive des services sociaux de base aux populations.

En outre, je note avec satisfaction la création et l'opérationnalisation en cours des régions de Ménaka et de Taoudéni, l'installation des autorités intérimaires dans les 5 régions du Nord, le lancement des opérations du Mécanisme opérationnel de Coordination à Kidal, Tombouctou et Gao, la poursuite du processus de DDR et de la réforme du secteur de la sécurité.

Je sais que ces acquis sont fragiles. Je sais aussi qu'il nous faut faire plus et mieux. C'est tout le sens de la Feuille de route du 22 mars 2018. J'ai instruit le Gouvernement d'honorer les engagements qui lui incombent, au titre de ces mécanismes.

Cependant, je dois dire avec force que la volonté politique seule ne suffit pas pour réaliser tous les engagements prévus dans l'Accord. Il faut aussi des moyens techniques et financiers adéquats. C'est le lieu de réitérer mon appel en faveur de la mobilisation effective et rapide des ressources promises par nos partenaires, en vue de nous aider à réaliser, dans les délais convenus, tous les engagements contenus dans cette Feuille de route.

Je puis vous assurer, au demeurant, que le peuple du Mali apprécie hautement la solidarité agissante de la communauté internationale, à travers la présence et l'appui de la MINUSMA, des forces européennes, de la Force française Barkhane, du G5 Sahel, de l'Union Africaine, de la CEDEAO et des pays voisins.

Madame la Présidente,

En plus des effets dévastateurs des changements climatiques sur les conditions de vie de nos populations, le Sahel reste confronté, depuis plusieurs années, au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée et aux trafics en tout genre, notamment celui de la drogue, des armes, des marchandises illicites, de migrants, de blanchiment d'argent etc.

Pour lutter contre ces menaces transfrontalières, nous avons mis en place, en novembre 2014 à Nouakchott, le G5 Sahel, afin de mutualiser nos efforts pour faire du Sahel un espace de paix et de prospérité.

Cependant, la force conjointe du G5 Sahel peine à être pleinement opérationnelle, faute d'un mandat adapté et surtout de financement approprié. Nous estimons que la lutte contre le terrorisme au Sahel est une contribution importante à la sécurité internationale.

C'est pourquoi, nous continuons de demander au Conseil de sécurité d'autoriser le déploiement de cette force sous le Chapitre VII de la Charte, assorti d'un financement adéquat, pérenne et prévisible, y compris à travers les Nations Unies, afin de lui permettre d'accomplir durablement et efficacement son mandat.

Dans le même esprit, nous invitons nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, qui ont fait des annonces de contributions financières, en février 2018 lors de la Conférence de Bruxelles, à honorer leurs engagements en faveur de la Force conjointe du G5 Sahel.

Parallèlement à la réponse sécuritaire, le G5 Sahel s'attèle à la mise en œuvre de son Programme d'Investissements Prioritaires (PIP), en vue de relever les défis du développement, qui sont parmi les causes profondes de l'instabilité dans notre espace commun.

Madame la Présidente,

Au plan national, je fais de la lutte contre la pauvreté une des priorités de mon second quinquennat. Lors de ma prestation de serment, le 4 septembre dernier, je me suis engagé devant la Nation malienne à user de toutes mes forces pour optimiser notre système de solidarité nationale, en vue de l'émergence d'un Mali qui ne laisse personne de côté. Je veux lancer un nouveau modèle social fondé sur l'égalité, la justice sociale et la création des conditions de réussite pour tous.

La promotion de la jeunesse malienne sera au cœur de mon action pour les cinq prochaines années. J'ai fait de la jeunesse, la grande cause de mon second mandat. J'engagerai un pacte national pour la jeunesse, à travers des investissements considérables dans la refondation de notre système éducatif et de formation, ainsi que de promotion de l'emploi.

Dans le même registre, je vais poursuivre et intensifier la réalisation de vastes projets d'infrastructures routières, d'agriculture, d'eau, d'énergie, de logements sociaux.

Je reste persuadé que l'exécution de ces actions prioritaires va accélérer la mise en œuvre, au plan national, des Objectifs du développement durable (ODD). A cet égard, le Mali se félicite d'avoir présenté, en juillet 2018 ici même à New York, son rapport national volontaire pour la mise en œuvre des ODD.

Madame la Présidente,

Pays à la fois d'origine, de transit et d'accueil de migrants, le Mali salue la conclusion des négociations sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Cette décision collective donne l'espoir aux 250 millions de migrants à travers le monde et au-delà, à toute l'humanité, en ce moment où la question migratoire est devenue un enjeu majeur pour tous les Etats.

Naturellement, le Mali prendra une part active à la Conférence internationale de Marrakech, en décembre 2018, dont l'objectif est l'adoption formelle du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui nous offre désormais un cadre de gestion globale de la gouvernance des migrations au niveau mondial.

Parallèlement, le Mali continuera à assumer sa part de responsabilité dans la gestion des flux migratoires, conformément à sa Politique Nationale de Migration.

Madame la Présidente,

En dépit de sa situation intérieure, le peuple et le Gouvernement du Mali demeurent attentifs à la situation en Afrique et dans le reste du monde.

En Afrique, nous nous réjouissons de la normalisation des relations diplomatiques entre l'Ethiopie et l'Erythrée, ainsi que de la conclusion d'un Accord de paix entre les protagonistes au Soudan du Sud.

Par la même occasion, nous exprimons notre haute appréciation de la bonne tenue des élections législatives en Mauritanie tout en félicitant le peuple de ce pays frère et ami pour sa maturité politique et son engagement démocratique.

Cependant, nous sommes profondément préoccupés par la situation en Libye qui continue, hélas, d'impacter négativement la sécurité et la stabilité de la région du Sahel. Face à cette situation qui n'a que trop duré, nous lançons un vibrant un appel à la communauté internationale, aux fins d'amener les parties libyennes à privilégier le dialogue et la recherche de solutions durables à la crise.

De même, le Mali suit avec préoccupation la situation au Moyen-Orient, notamment dans les territoires palestiniens occupés. Le peuple malien réaffirme son soutien au peuple palestinien frère dans sa lutte légitime pour l'autodétermination. Le Gouvernement du Mali appelle à la reprise des négociations israélo-palestiniennes, en vue de la solution à deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte, en paix et à l'intérieur des frontières sûres et internationalement reconnues.

Au plan humanitaire, le Mali s'inquiète de la situation précaire des 65 millions de réfugiés et déplacés internes dans le monde, du fait des conflits armés, des catastrophes naturelles et des changements climatiques. J'ai, en ce moment, une pensée toute particulière pour mes compatriotes réfugiés dans les pays voisins que je remercie pour leur hospitalité et leur générosité. Je voudrais les assurer que le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour continuer à les assister, pour créer les conditions leur permettant de rentrer dignement et en toute sécurité dans leurs localités d'origine.

Madame la Présidente,

Le Mali n'a jamais cessé de croire en la solidarité internationale et se réjouit de sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies, dont il bénéficie aujourd'hui d'un soutien multiforme.

Le Mali, que j'ai le privilège de diriger aujourd'hui, réaffirme son engagement à prendre sa part, toute sa part, dans la construction d'un monde pacifique, équitable et prospère pour tous.

Je termine, en renouvelant la profonde gratitude du peuple et du Gouvernement du Mali à l'endroit des Nations Unies, de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, pour l'appui constant au processus de sortie de crise dans notre pays.

Pour ma part, je réaffirme mon engagement total à ne ménager aucun effort pour assurer une mise en œuvre diligente et intégrale de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

Je vous remercie de votre aimable attention